

Parti socialiste : obsession présidentielle

mercredi 8 décembre 2010, par [COUSTAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2010).

Malgré les cris de la droite du PS, la convention sur l'égalité réelle risque d'accoucher d'une souris.

Situation contrastée au PS : côté cour, dirigeants et militants préparent studieusement la convention sur « l'égalité réelle » qui doit se tenir le week-end prochain ; côté jardin, on est plus que jamais dans le choc des ambitions présidentielles.

Concocté par Benoît Hamon, le document programmatique sur l'égalité aurait pu faire croire un temps que non seulement le PS repiquait au débat d'idées mais que, en plus, il le faisait sur une orientation infléchie à gauche.

C'est du moins la conclusion que l'on aurait pu tirer à l'écoute des remarques perfides distillées par les ténors de la droite du PS. François Hollande évoque « la hotte du Père Noël » et François Rebsamen « une sorte de concours Lépine des propositions ». Manuel Valls n'est pas en reste qui affirme « on fait l'inverse de ce qu'il fallait faire ». Quant à Pierre Moscovici, il dénonce « une élaboration entachée de trop d'opacité et un calendrier irréaliste ».

La cause est entendue : l'énumération sans hiérarchie et sans chiffrages de quelque 200 propositions n'est pas digne d'un « parti de gouvernement » ! Cette offensive contre le texte d'Hamon est pour le moins... exagérée. Rassurons ceux qui s'alarment, comme F. Rebsamen qui fait semblant de croire que « *l'on a évité de peu la nationalisation de Total* » ! Tout au plus est-il question d'une taxation des super-profits du groupe même si est vaguement évoquée « *une forme de contrôle public [...] en vue de l'indispensable réappropriation citoyenne de la rente pétrolière* »...

Il est vrai que quelques-unes des propositions du texte peuvent passer pour une réponse (timide mais réelle) aux aspirations sociale : la limitation du salaire des dirigeants d'entreprises publiques ; l'instauration d'un taux minimum de places de crèches par agglomération (sur le modèle de la loi SRU sur le logement) ; le renforcement de la loi SRU (et l'augmentation des pénalités pour les municipalités contrevenantes) ; la création d'une allocation d'étude pour les jeunes en formation ; l'idée d'un « bouclier rural » ou encore des pas substantiels vers l'égalité des droits (mariage, adoption) pour les homosexuelLEs.

Reste que, pour le coup, les mesures sociales sont rarement chiffrées et leurs conditions non précisées... Ces promesses modestes, approuvées par 80 % des militants ayant participé à la consultation, sont encore trop pour les gardiens vigilants du social-libéralisme !

Mais, bien sûr, tous ces efforts pour montrer un PS « au travail », se consacrant à l'élaboration d'un projet pour 2012, se heurtent régulièrement à la réalité, qu'elle soit sociale ou électorale. Lors de la mobilisation populaire sur les retraites, les propositions du PS - allongement de la durée de cotisation - n'ont pas convaincu, pas plus que sa promesse de rétablir la retraite à 60 ans. Mais, surtout, venant après quelques autres, la déclaration de candidature de Ségolène Royal - comme le poids du suspens entretenu par DSK - illustrent combien toute la vie politique du PS est phagocytée par l'élection présidentielle...

François Coustal

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).*

La légion d'honneur pour D. Strauss-Kahn ?

Communiqué du NPA

Un rapport du FMI, organisme international présidé par D. Strauss-Kahn, membre du Parti socialiste, préconise de reporter de deux ans l'âge légal de départ en retraite. A l'heure où le gouvernement Sarkozy mobilise ses bataillons de prétendus experts pour tenter de justifier sa contre réforme, ce soutien sera certainement accueilli à l'Elysée avec gratitude.

Il y a quelques temps, D. Strauss-Kahn avait, déjà, déclaré que la retraite à 60 ans ce n'était pas un dogme, qu'il fallait ajuster l'âge de départ en retraite en fonction de l'allongement de l'espérance de vie, ce qui est un des arguments favoris d'E. Woerth, ministre du travail.

E. Woerth vient de remercier le président du FMI pour son aide dans le cadre de la réforme des retraites, contestée par des millions de manifestants et de grévistes.

Sachant qu'E. Woerth a la légion d'honneur facile, va-t-il, cette fois-ci, l'attribuer à D. Strauss-Kahn ?

Le 8 octobre 2010.
